

Note d'analyse - Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

Cette note appliquée vise à présenter les éléments caractéristiques et les dynamiques environnementales méso-économiques de l'activité *Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé* (sous-classe 47.71Z) en se basant pour chaque partie sur les données les plus granulaires disponibles.

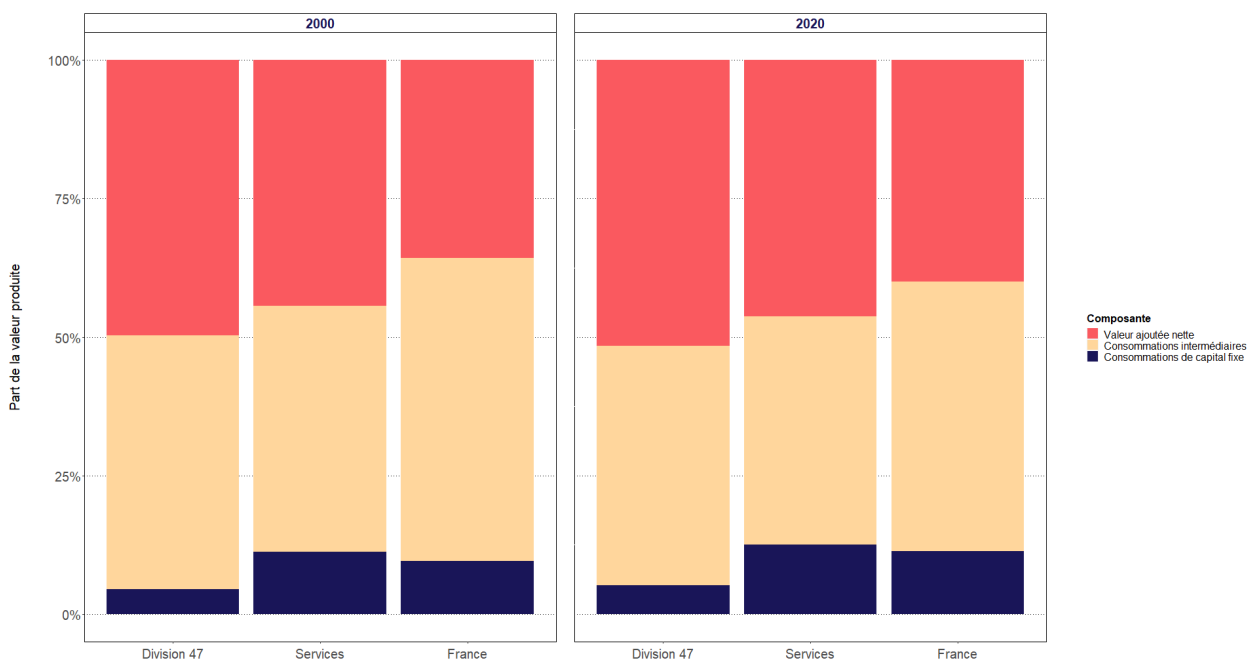
L'activité regroupe le commerce de détail d'articles d'habillement, d'articles en fourrure et d'accessoires du vêtement tels que gants, cravates ou bretelles. Elle se situe au sein du groupe 47.7 *Autres commerces de détail en magasin spécialisé*, de la division 47 *Commerce de détail*, à l'exception des automobiles et des motocycles et de la branche d'activité GZ *Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles*.

Dans un premier temps, la présentation des constituantes économiques et financières moyennes de la division d'activité permettra d'identifier les composantes clés de sa production. Sur cette base et découlant de la méthodologie et des empreintes calculées par La Société Nouvelle (voir **Point méthodologique** en page 5), les deuxième et troisième parties préciseront les grandes dynamiques et ordres de grandeur de la performance environnementale du commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé, en portant spécifiquement la focale sur les intensités d'émission de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie.

Etat des lieux et tendances comparées de l'économie du commerce de détail : un secteur engagé dans une dynamique allante et de plus en plus créateur de valeur.

Alors que le volume de la production totale française a cru de 17.4% de 2000 à 2020, la division du commerce de détail a largement dépassé cette référence, croissant de 27.0% sur la même période. Loin d'être neutre dans sa composition, cette surperformance peut être mise en lien avec une stratégie cohérente de création de valeur passant par des investissements grandissants, comme en témoigne la recomposition de la valeur produite illustrée sur le graphique 1.

Graphique 1 : Composition comparée de la valeur produite de la division 47, des activités de services et de l'ensemble des activités françaises en 2000 et 2020.



Données : Insee. Traitement : La Société Nouvelle.

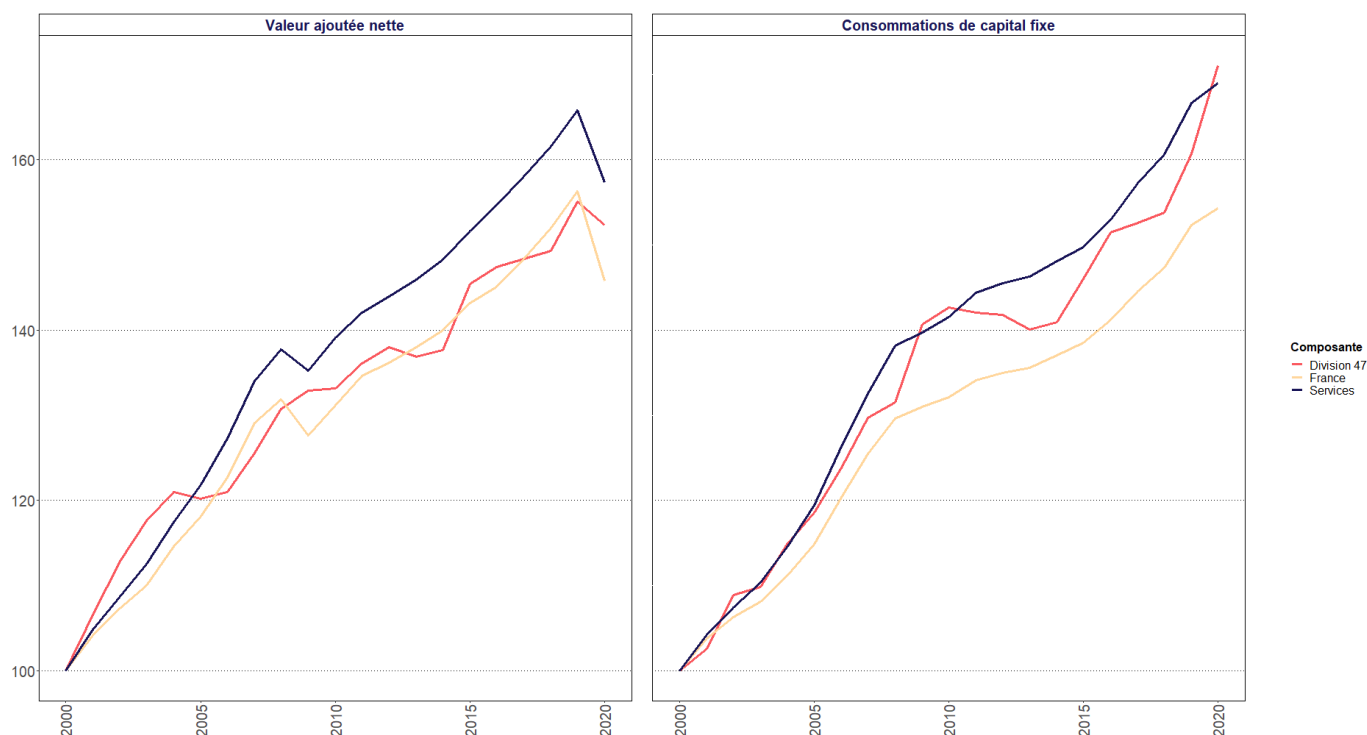
Au sein de ce mix, de 2000 à 2020, la valeur ajoutée nette a progressé 2 points (+52.3% en volume) et les consommations de capital fixe de 0.8 point (+71.1% en volume), érodant la place des consommations intermédiaires dans la valeur produite par la division.

La création de valeur ajoutée a ainsi progressé nettement plus que la tendance macroéconomique (+52.3% contre +45.8%), toutefois, il convient de mettre en perspective ces gains impressionnants avec la dynamique encore plus soutenue des activités de services (+57.2%) alors même que le secteur témoigne d'un clair appétit d'innovation et de capitalisation avec une évolution plus favorable de ses consommations de capital fixe que la tendance tous secteurs confondus (respectivement +71.1% et +54.3% entre 2000 et 2020), comme illustré graphique 2.

Plus spécifiquement au niveau du groupe NACE 47.7 « Autres commerces de détail en magasin spécialisé », les données issues du dispositif *Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises* (Ésane) nous renseignent sur le compte de résultat agrégé des 131 399 entreprises recensées en 2020, nous permettent une estimation de valeurs approchées de la ventilation de la valeur produite par agrégats conventionnels. Au sein du groupe, sans réelle surprise, la valeur produite (97.0 Mds €) est majoritairement composée de consommations intermédiaires, à 74.8% (72.6 Mds €), témoignant d'une faiblesse caractérisée du taux de valeur ajoutée nette (23.2%) et d'une marginalité prégnante des consommations de capital fixe (2.0%).

De ce constat statistique économique et financier assez logique au vu du positionnement en fin de chaîne de valeur du secteur, il conviendra de mettre en avant la nécessité pour les entreprises de commerce de détail en magasin spécialisé de maîtriser leurs approvisionnements en marchandises, principales sources d'activité en volume, pour minimaliser les externalités, notamment environnementales.

Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée nette et des consommations de capital fixe de la division 47, des activités de services et de l'ensemble des activités françaises entre 2000 et 2020 (base 100 en 2000).



Données : Insee. Traitement : La Société Nouvelle.

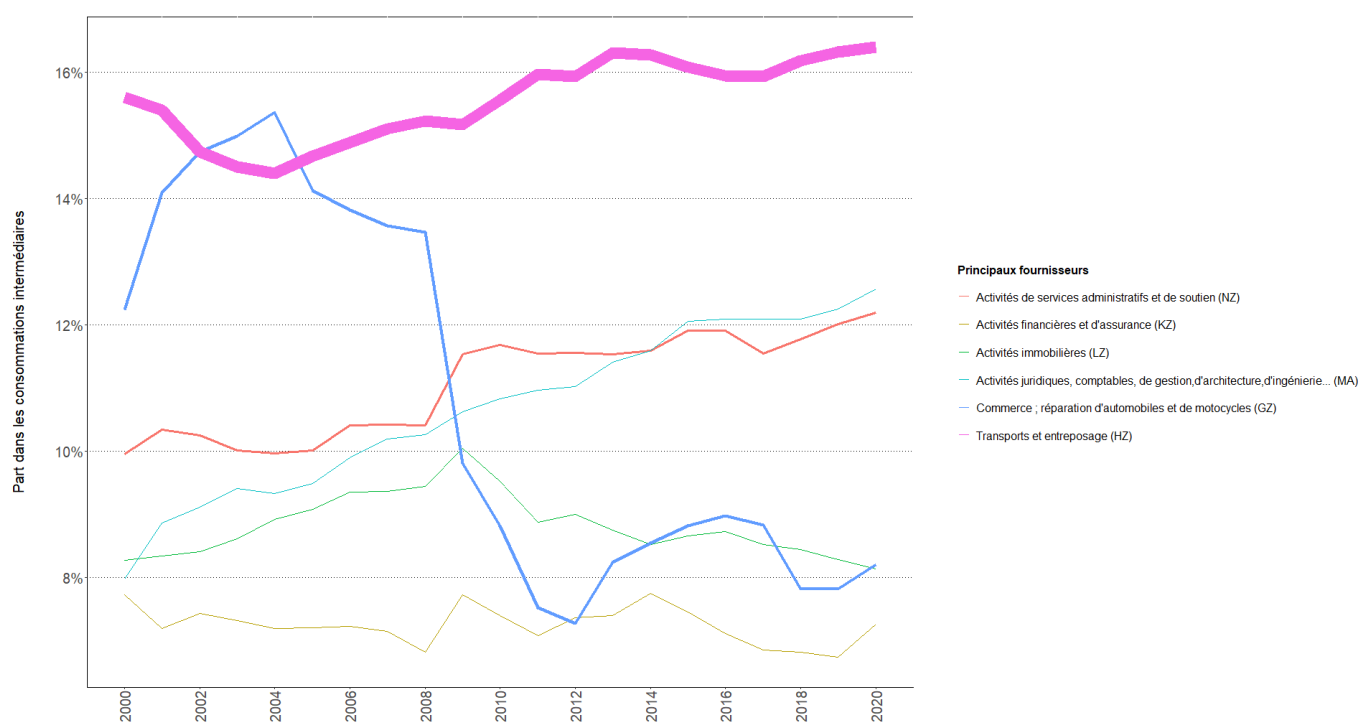
Avant de basculer sur la présentation et l'analyse des performances environnementales de la division du commerce de détail et au regard de la place prépondérante des consommations intermédiaires dans la valeur produite, il est possible de flécher les approvisionnements directs du secteur à l'échelle de la branche d'activité (commerce).

En se basant, tout comme notre modèle entrées-sorties, sur les comptes nationaux annuels de l’Insee, on peut observer des dynamiques historiques assez claires au sein du mix productif moyen.

En tête, les relations commerciales intra-branches dans les consommations intermédiaires ont largement chuté en 20 ans, passant de 15.4% en 2004 à 8.2% en 2020. Inversement, les activités spécialisées et techniques et celles des services administratifs et de soutien prennent de plus en plus de place dans les consommations intermédiaires de la branche du commerce (respectivement, de 8.0 à 12.6% et de 10.0 à 12.2% entre 2000 et 2020).

Ces évolutions croisées sont retranscrites au sein du graphique 3, qui renseigne également sur l’intensité carbone de la production de chaque fournisseur à travers la pondération de la taille des courbes. Elles mettent en évidence le défi extra-financier majeur du commerce : maîtriser ses consommations dans le secteur « Transports et entreposage » dont la place dans le mix productif est croissante bien que son empreinte carbone soit préoccupante.

Graphique 3 : Evolution de la décomposition des consommations intermédiaires de la branche du commerce entre 2000 et 2020.



La taille des courbes représente l’intensité d’émission de gaz à effet de serre du fournisseur en 2018. Données : Insee et Eurostat. Traitement : La Société Nouvelle.

Malgré d’importantes émissions découlant de ses approvisionnements, le secteur se satisfait d’une empreinte carbone globalement plus faible que la moyenne, et qui stagne depuis une dizaine d’années

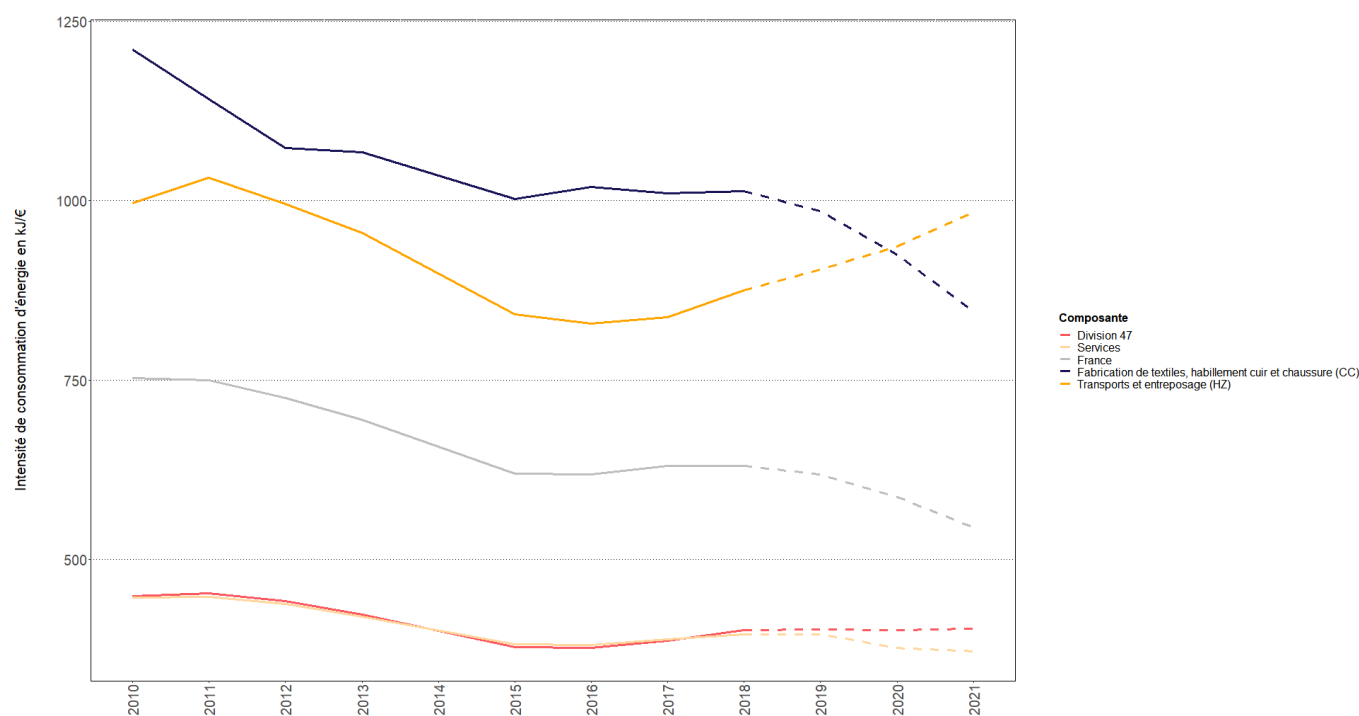
Du fait de sa nature de service et son positionnement sur la chaîne de valeur, les activités propres du commerce de détail ne sont que très peu émettrices en gaz à effet de serre. Par euro de valeur ajoutée produit, elles sont ainsi deux fois moins émettrices que la moyenne française (respectivement 92 et 203 gCO₂e/€ en 2018), à l’instar de l’empreinte de la valeur ajoutée des autres activités de services, comme montré graphique 4.

Par voie de conséquence, l’empreinte globale de sa production s’inscrit mécaniquement dans cette lignée. Elle bénéficie de surcroît de consommations intermédiaires moins carbonées en moyenne que l’économie française. Plus précisément, en 2018, l’intensité d’émission de gaz à effet de serre de la production du commerce de détail s’établissait à 402 gCO₂e/€, avec une intensité des consommations intermédiaires de 712 gCO₂e/€ contre respectivement 630 et 959 gCO₂e/€ en moyenne tous secteurs confondus.

Point méthodologique - données, techniques et approches utilisées :

Les valeurs macroéconomiques environnementales présentées ci-après sont calculées par La Société Nouvelle sur la base des données de l'Insee pour la modélisation de la structure économique française et d'Eurostat pour les émissions directes des branches. Il s'agit de moyennes macroéconomiques représentant à cet égard un agent représentatif du secteur plutôt qu'une entreprise précise lui appartenant. Nos travaux reposent sur les matrices entrées-sorties environnementales type Leontief et sur l'adaptation de la méthodologie classique associée au calcul de l'empreinte de la demande intérieure nationale (approche par les consommations de produits) à une approche par activité. L'essence même de cet apport réside dans la recherche d'une imputation des émissions directes et indirectes aux branches productrices plutôt qu'aux consommateurs de produits : les deux approches sont donc complémentaires. Une fiche méthodologique détaillée et une note l'amendant sont librement disponibles en ligne¹ et récapitulent l'ensemble des étapes, des hypothèses et des calculs effectués pour obtenir les intensités associées aux émissions de gaz à effet de serre. Les deux indicateurs présentés ci-après appartiennent au panel d'indicateurs de l'Empreinte Sociétale de l'Entreprise (ESE)².

Graphique 4 : Intensités d'émission de gaz à effet de serre de la production de la division 47, des services, de la branche de fabrication textile (CC), de la branche « Transports et entreposage » (HZ) et de la France entre 2010 et 2018 projetées jusqu'en 2021.



Données : Insee et Eurostat. Traitement : La Société Nouvelle.

Deux points de vigilance sont à soulever ici. Premièrement, cette faible intensité apparente ne doit pas masquer les difficultés relatives de maîtrise des émissions afférentes à la production externe des consommations intermédiaires, légèrement plus émettrice que celle des autres activités de service (683 gCO₂e/€ en 2018). Ces empreintes statiques comparées sont présentées dans le graphique 5. Bien que sujettes à caution du fait d'erreurs récurrentes dans la modélisation de certains couples pays-activités et spécifiquement dans certains domaines peu détaillés comme les services (expliquant l'écart des empreintes en niveau), les données fournies par Exiobase aboutissent au même constat soutenant une **quasi-exclusive contribution des émissions liées consommations intermédiaires dans l'empreinte de la production, et une part résiduelle provenant des émissions directes.**

Plus encore, en identifiant les principales activités externes fournissant le commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé comme les branches « fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de

¹ Lien de l'actualisation d'octobre 2022 : https://lasocietenouvelle.org/Fiche-methodologique_actualisation-modelisation-statistique-octobre-2022.pdf
Lien de la fiche méthodologique principale : https://lasocietenouvelle.org/LSN_Fiche-methodologique_production-des-donnees-par-defaut-pour-les-entreprises-francaises_indicateur-ghg.pdf

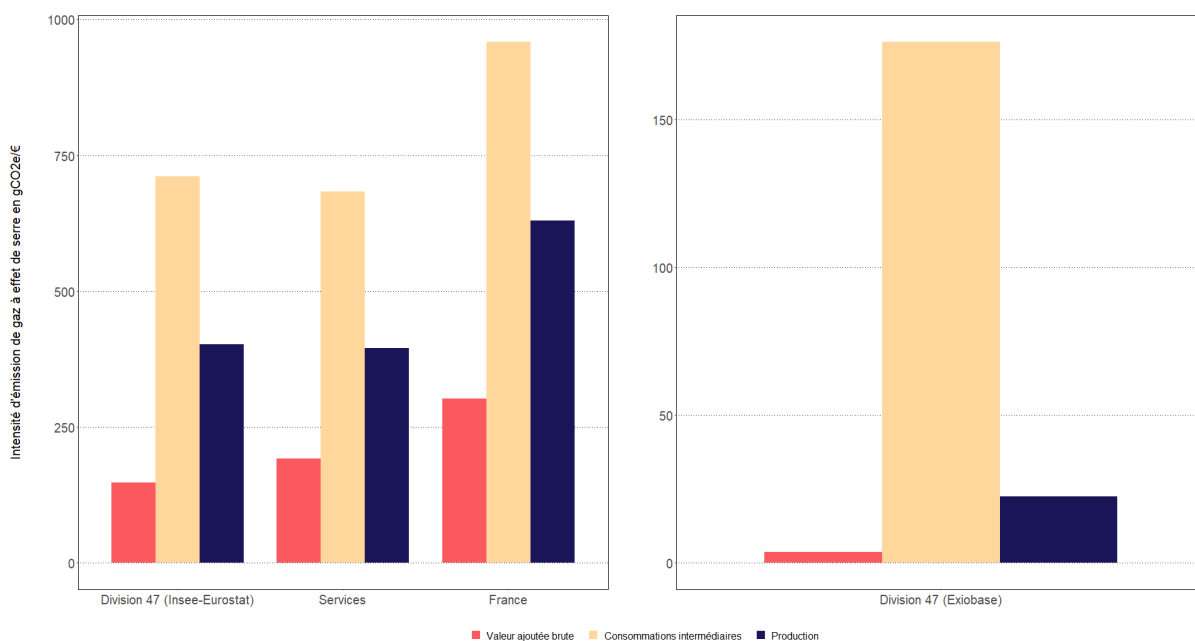
² Lien de la présentation de l'approche : <https://lasocietenouvelle.org/notre-approche>

la chaussure » (CC) et « transports et entreposage » (HZ), il apparaît des niveaux d'intensité d'émission globalement soutenus par rapport à l'économie française mais des tendances contrastées représentées sur le graphique 4.

Si la fabrication française de textiles semble clairement engagée sur une trajectoire de réduction de son intensité d'émission de gaz à effet de serre (-16% entre 2010 et 2018), cette dynamique est moins marquée pour la branche « transports et entreposage » (-12%) qui voit son empreinte carbone stagner depuis 2015.

Deuxièmement, d'un point de vue dynamique, la performance carbone du commerce de détail semble engluée dans un immobilisme de contentement voyant l'empreinte de sa production stagner depuis une dizaine d'années. Loin de s'inscrire dans une dynamique carbone vertueuse ou compatible avec les objectifs nationaux et supranationaux, ces intensités d'émission semblent même refluer à la marge depuis 2015 (+6.4% en 3 ans après -15.8% en 5 ans) comme illustré sur le graphique 4.

Graphique 5 : Intensités d'émission de gaz à effet de serre de la valeur ajoutée brute, des consommations intermédiaires et de la production de la division 47, des services et de la France en 2018.



Données : Insee, Eurostat et Exiobase 3.8.2. Traitement : La Société Nouvelle.

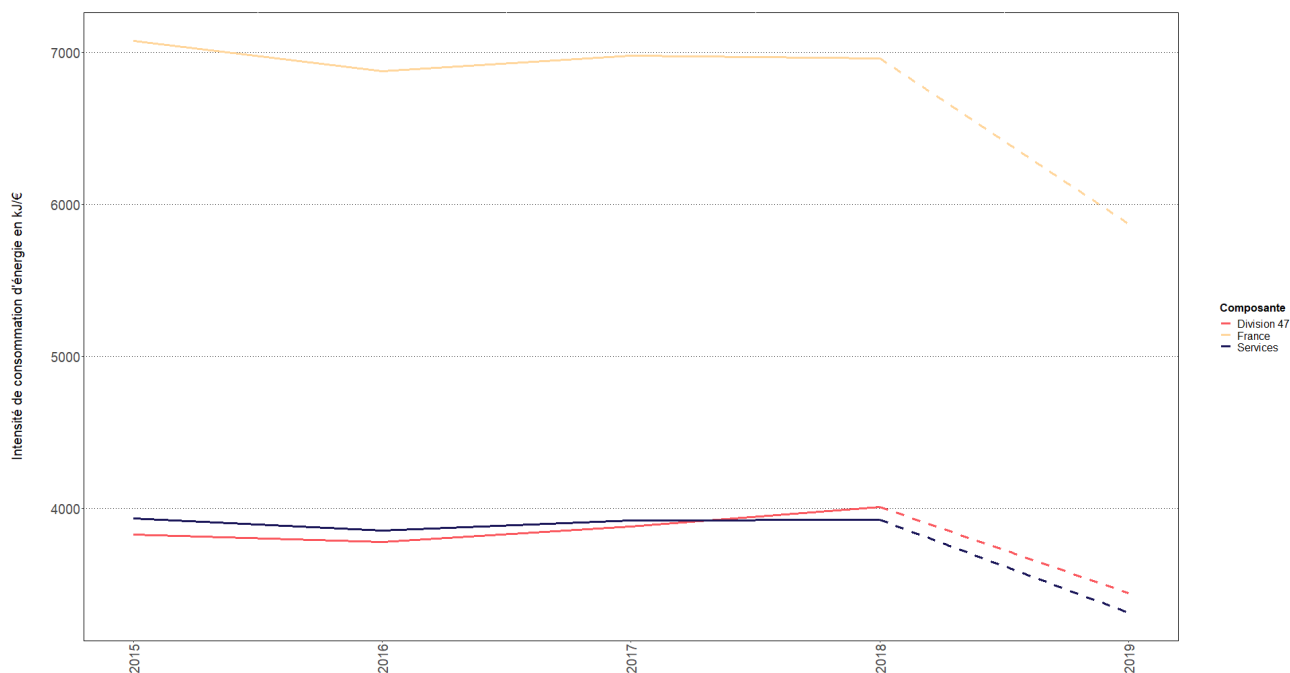
Pas encore amorcé, le découplage entre production et consommation énergétique générée passera par une exigence vis-à-vis des fournisseurs.

Un constat semblable peut être dressé au sujet de l'empreinte énergétique du commerce de détail, indissociable et largement corrélée avec les émissions de gaz à effet de serre. Très proche de celle des activités de service, l'intensité énergétique du secteur, autour de 4 mégajoules par euro de valeur produite, est très largement inférieure à une moyenne des activités économiques françaises autour de 7 mégajoules.

Comme représenté sur le graphique 6 pour chaque niveau de détail, l'intensité énergétique de la production reste stable depuis 2015. A l'inverse de la chute progressive des intensités d'émission de gaz à effet de serre témoignant d'un découplage partiel entre émissions générées et production, la quantité d'énergie consommée pour produire semble très clairement suivre le volume produit, le secteur du commerce de détail ne faisant pas exception.

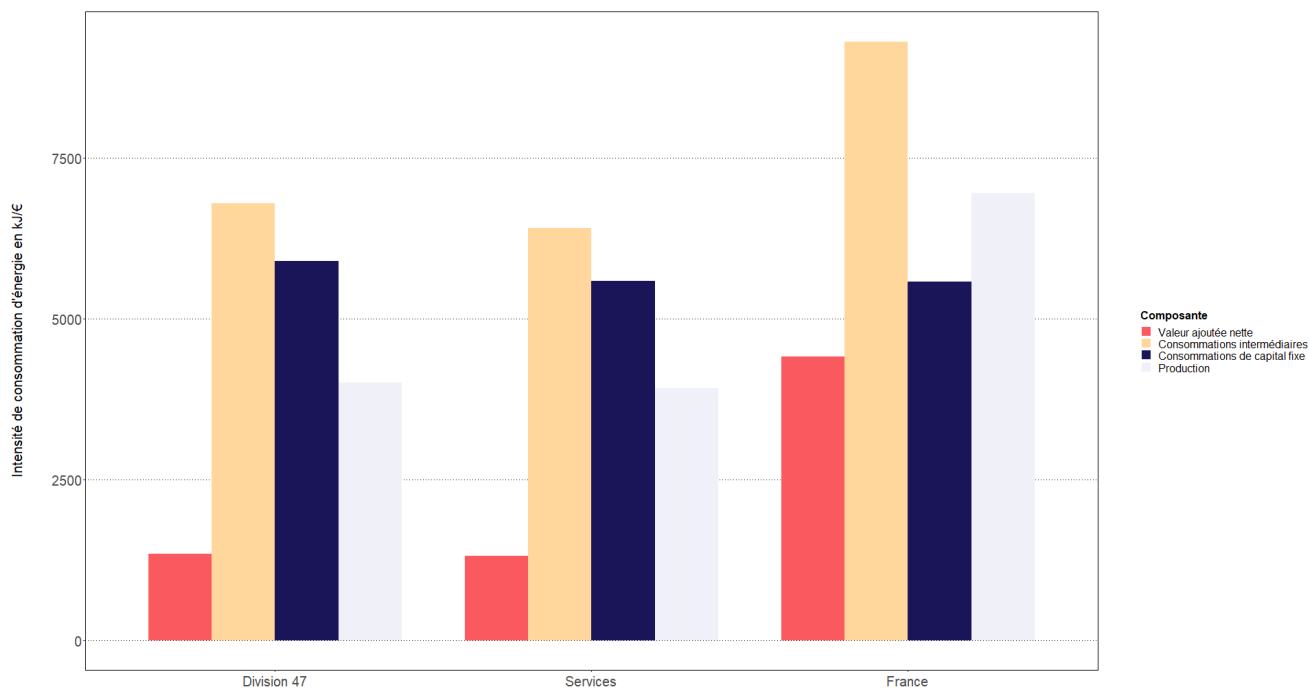
Très attractive au global, cette performance énergétique est toutefois légèrement moins bonne que celles des activités de service. Comme attendu, la majorité des consommations énergétiques est générée indirectement par les consommations intermédiaires.

Graphique 6 : Intensités de consommation énergétique de la production de la division 47, des services et de la France entre 2015 et 2018 projetées jusqu'en 2019.



Données : Insee et Eurostat. Traitement : La Société Nouvelle.

Graphique 7 : Intensités de consommation énergétique de la valeur ajoutée brute, des consommations intermédiaires et de la production de la division 47, des services et de la France en 2018.



Données : Insee et Eurostat. Traitement : La Société Nouvelle.

Ainsi, en 2018, selon nos calculs, l'intensité de consommation énergétique de leurs consommations intermédiaires s'établissait à 6791 kJ/€, soit plus de 5 fois l'intensité de la valeur ajoutée nette de la division la même année, comme présenté graphique 7. De plus, bien que peu impactant du fait d'un faible volume financier dans la valeur produite, le fléchage des consommations de capital fixe génère une sous-performance énergétique, de l'ordre de +0.3 mégajoule par euro par rapport à la moyenne des activités de service.

ANNEXES STATISTIQUES

Table 1 : Résumé statistique financier et environnementale du commerce de détail (47)

Composante	Valeur ajoutée nette	Consommations intermédiaires	Consommations de capital fixe	Production
Importance 2018	49.9%	45.6%	4.6%	100%
Intensité NRG 2015	1377	6727	5902	3830
Intensité NRG 2018	1341	6791	5895	4011
Tendance NRG	Baisse atone			
Intensité GHG 2010	134	803	879	449
Intensité GHG 2018	92	712	754	402
Tendance GHG	Augmentation			

Table 2 : Résumé statistique financier et environnementale des activités de service

Composante	Valeur ajoutée nette	Consommations intermédiaires	Consommations de capital fixe	Production
Importance 2018	46.5%	41.8%	11.7%	100%
Intensité NRG 2015	1410	6426	5621	3935
Intensité NRG 2018	1310	6411	5587	3924
Tendance NRG	Baisse atone			
Intensité GHG 2010	89	781	808	447
Intensité GHG 2018	68	683	693	396
Tendance GHG	Augmentation			

Table 3 : Résumé statistique financier et environnementale des activités économiques françaises

Composante	Valeur ajoutée nette	Consommations intermédiaires	Consommations de capital fixe	Production
Importance 2018	39.6%	50.1%	10.3%	100%
Intensité NRG 2015	4780	9325	5595	7071
Intensité NRG 2018	4409	9311	5574	6956
Tendance NRG	Baisse			
Intensité GHG 2010	270	1145	806	753
Intensité GHG 2018	203	959	695	630
Tendance GHG	Légère augmentation			